



SITUATION FINANCIÈRE DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

**Prévision
pour l'année
2014**

Janvier 2014





Situation financière de l'Assurance chômage

14 janvier 2014

Prévision pour l'année 2014

Cette note présente la prévision de la situation financière de l'Assurance chômage pour l'année 2014, les dépenses et recettes étant désormais stabilisées jusqu'à la fin décembre 2013. Cette prévision est conçue sur les règles d'indemnisation en vigueur.

PRINCIPALES EVOLUTIONS MACROECONOMIQUES

Croissance

- + Selon les résultats publiés par l'Insee le 24 décembre, la **croissance** en France a reculé de -0,1% au 3^{ème} trimestre 2013, après une hausse de +0,6% au trimestre précédent. L'acquis de croissance pour 2013 s'élève à +0,1% en moyenne annuelle, après une croissance nulle en 2012.
- + Les dernières informations conjoncturelles font état d'une légère dégradation des perspectives d'**activité** en France. L'indicateur synthétique du climat des affaires, calculé par l'Insee à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, a baissé d'un point en décembre après 3 mois consécutifs de stabilisation. Inférieur à sa moyenne de long terme, il est tout de même supérieur de 10 points à son niveau bas d'avril. Sur le marché du travail, les **destructions d'emploi salarié** dans les secteurs marchands se sont atténuées au 3^{ème} trimestre 2013 selon l'Insee : -15 600 postes après -37 700 au trimestre précédent. L'emploi intérimaire (+5 000 postes) a soutenu l'emploi salarié, après un repli au trimestre précédent (-3 300 postes).
- + Le Consensus des économistes de décembre a revu à la hausse sa prévision de croissance pour 2013 : le PIB progresserait ainsi de +0,2% en moyenne annuelle, soit 0,1 point de plus que dans la prévision de septembre. Pour 2014, la croissance serait de +0,8%, inchangée par rapport à la prévision de septembre. La prévision d'équilibre financier de l'Unédic, qui s'appuie sur ce Consensus, table sur un rebond de la croissance au 4^{ème} trimestre 2013. En cohérence avec les dernières enquêtes de conjoncture, l'activité ralentirait au 1^{er} trimestre 2014, puis augmenterait de manière très graduelle jusqu'à la fin de l'année. En outre, l'inflation serait limitée à +0,9% en moyenne annuelle en 2013 et à +1,2% en 2014.

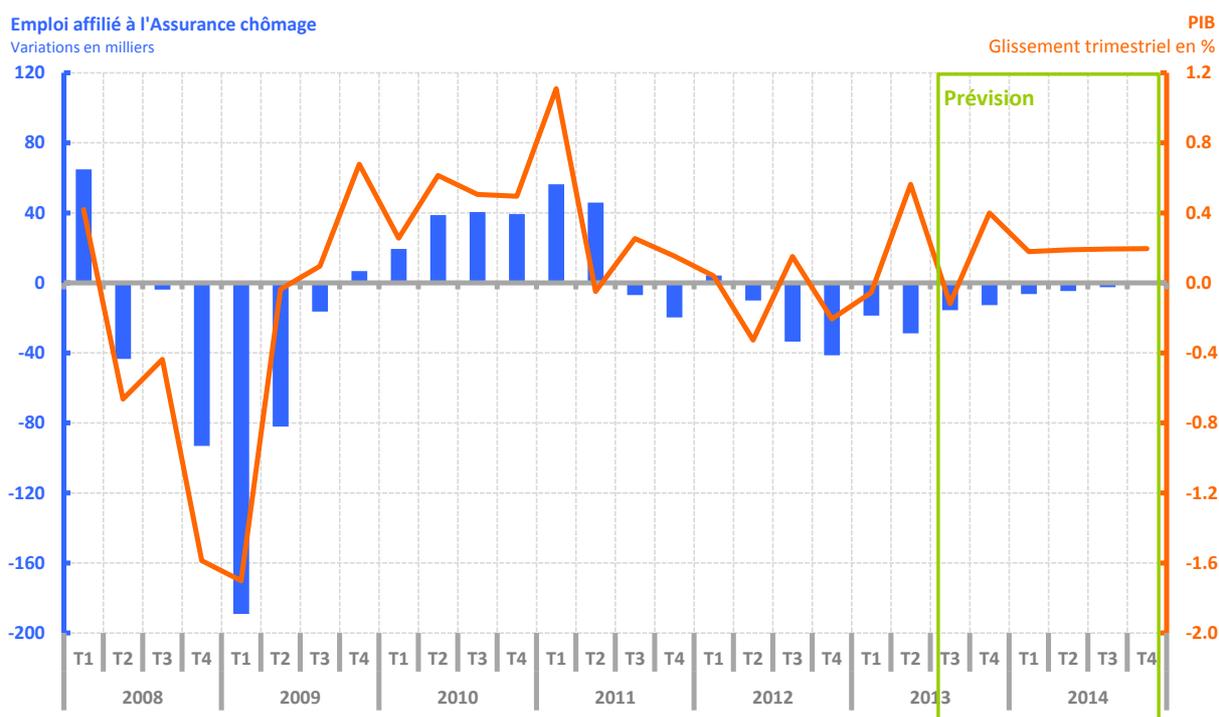
Emploi affilié et masse salariale

- + Depuis le 2^{ème} trimestre 2012, l'**emploi affilié à l'Assurance chômage** est en recul, conjointement à la détérioration des perspectives de croissance. Ce repli s'est poursuivi au 2^{ème} trimestre 2013 : -28 800 postes, après -18 700 au trimestre précédent.

En raison de la faiblesse de l'activité et des délais habituels d'ajustement de l'emploi à la croissance, les destructions d'emploi affilié à l'Assurance chômage se sont poursuivies au second semestre 2013, mais à un rythme plus modéré : respectivement -15 600 postes et -12 700 postes estimés aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres. Ce recul de l'emploi serait notamment atténué par les effets du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)¹. Au final, sur l'année 2013, 75 800 postes seraient détruits.

En 2014, sous les effets conjoints de la légère progression du PIB et de la montée en charge des effets du CICE, les destructions d'emplois affiliés à l'Assurance chômage ralentiraient progressivement jusqu'à une quasi-stabilité au 4^{ème} trimestre 2014. Sur l'ensemble de l'année, les destructions d'emploi affilié à l'Assurance chômage seraient de 14 400 postes.

Graphique 1 - Préviation de croissance et d'emploi affilié à l'Assurance chômage



Sources : Insee, Pôle emploi, Prévisions Unédic.

- + Au 3^{ème} trimestre 2013, le **salairé moyen par tête (SMPT)** a progressé de +0,3%, après une hausse de +1,0% au trimestre précédent, liée à des phénomènes exceptionnels. L'acquis de croissance du SMPT s'élève ainsi à +1,7% en moyenne annuelle pour 2013, après une progression de +2,2% en 2012. Au final, en 2013, le SMPT ralentirait à +1,8%, en lien avec le

¹ Cette mesure, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, équivaut à une baisse de cotisations sociales, entraînant une diminution des coûts du travail. Selon les estimations faites par l'OFCE fin 2012 et confirmées dans sa prévision d'automne 2013, le CICE engendrerait 23 000 créations d'emplois en 2013 et 46 000 en 2014.

ralentissement de l'inflation et la hausse du chômage. En 2014, le niveau de taux de chômage élevé continuerait de peser sur le pouvoir de négociation des salariés, et la progression du SMPT serait limitée à +1,6%.

- + Au 3^{ème} trimestre 2013, conjointement au ralentissement du SMPT et au recul de l'emploi affilié, la **masse salariale** a ralenti à +0,2%, après +0,8% au trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année 2013, la masse salariale progresserait de +1,2%, après +2,1% en 2012. Elle accélérerait légèrement en 2014 (+1,4%), suite au ralentissement des destructions d'emplois affiliés qui compenserait la faible inflation.

Chômage

- + Sous l'effet des destructions d'emplois, le nombre de **demandeurs d'emploi** tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (**catégorie A**) a poursuivi sa hausse au 3^{ème} trimestre 2013, mais à un rythme ralenti : +16 300 inscrits, après +54 800 au 2^{ème} trimestre.

On estime que la fin de l'année 2013 serait marquée par la quasi-stabilité du nombre d'inscrits en catégorie A. Au final, sur l'ensemble de l'année, la catégorie A augmenterait de +168 700 demandeurs d'emploi.

Ce fort ralentissement au second semestre 2013 est favorisé par trois facteurs. D'une part, la baisse de l'emploi dans le secteur marchand, ralentie par le CICE, est compensée par la hausse des effectifs dans le secteur non marchand, en lien avec l'augmentation des emplois d'avenir et des contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE). D'autre part, l'élargissement des possibilités de départ à la retraite à 60 ans se traduit par un ralentissement de la population active en 2013. Enfin, la mise en place d'un plan de formation de demandeurs d'emploi vient également freiner la progression de la catégorie A.²

En 2014, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmenterait à nouveau. En effet, l'emploi total progresserait grâce au ralentissement des destructions d'emploi marchand et aux contrats aidés dans le non marchand, mais cela ne serait pas suffisant pour compenser le dynamisme de la population active. Au total, on comptabiliserait une évolution de +63 200 inscrits en catégorie A sur l'année.

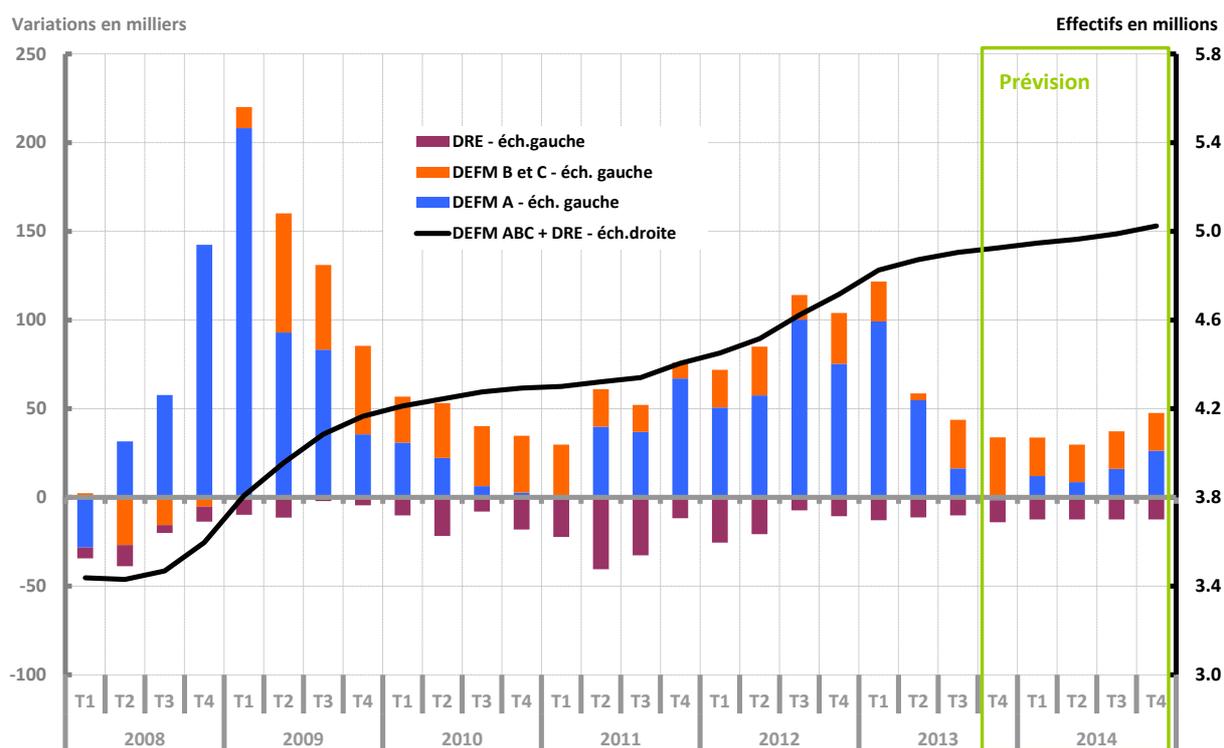
- + Au 3^{ème} trimestre 2013, les demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et ayant exercé dans le mois une activité rémunérée courte ou à faible intensité horaire (**catégories B et C**) ont fortement augmenté : +27 400 inscrits, après +3 800 au trimestre précédent.

Sous l'effet de la reprise de la croissance, les activités professionnelles occasionnelles resteraient dynamiques fin 2013 ainsi qu'en 2014. La hausse des demandeurs d'emploi de catégories B et C serait alors de +33 800 personnes au 4^{ème} trimestre 2013, soit +87 500 inscrits sur l'ensemble de l'année. L'évolution serait comparable en 2014 : +85 300 inscrits en catégories B et C sur l'année, soit environ +21 000 personnes chaque trimestre.

² Les demandeurs d'emploi débutant une formation sont reclassés dans la catégorie D qui regroupe les personnes sans emploi, non immédiatement disponibles, non tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc.).

- + Suite à l'arrêt des entrées dans le dispositif des **dispensés de recherche d'emploi (DRE)** en 2011, l'effectif des DRE a continué à diminuer au 3^{ème} trimestre 2013 (-10 200 inscrits). Sa baisse se poursuivrait pour atteindre -46 800 inscrits sur l'ensemble de l'année 2013 et -49 800 en 2014. Il n'y aurait plus de bénéficiaires du dispositif à partir de fin 2014.
- + Au final, l'accroissement du **potentiel indemnisable** (DEFM A, B, C + DRE) serait de +209 400 en 2013 puis ralentirait à +98 700 en 2014, après +310 900 en 2012.

Graphique 2 - Prédiction de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi



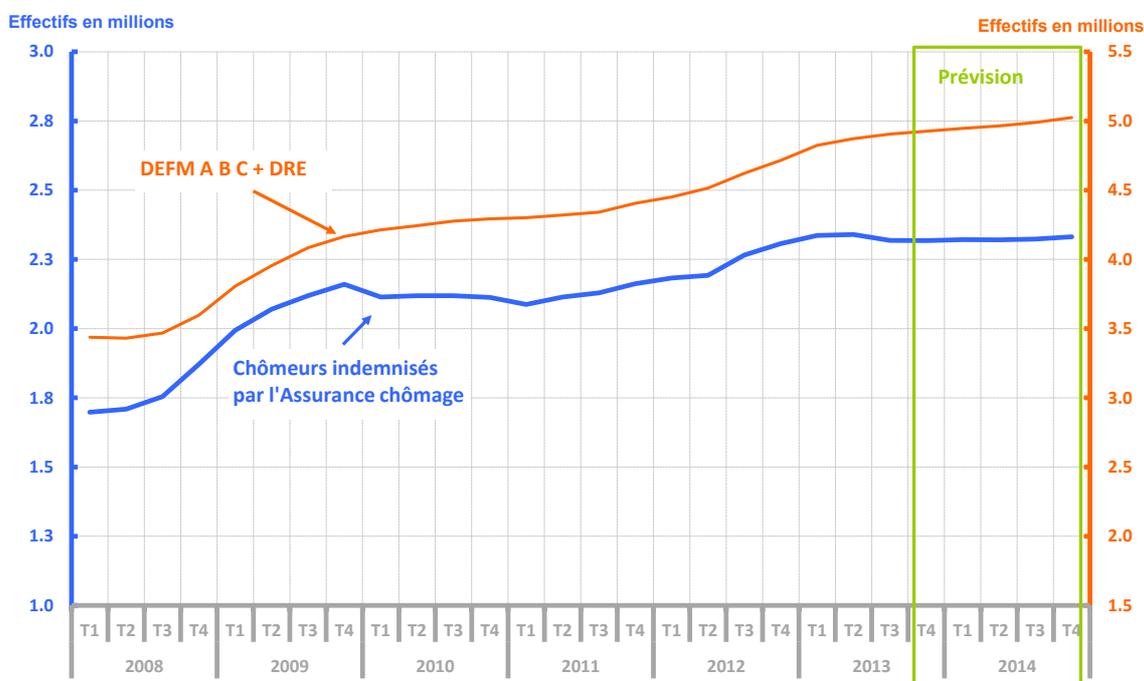
Sources : Pôle emploi, Dares, Prévisions Unédic.

Chômage indemnisé

- + Au 4^{ème} trimestre 2013, conjointement à la stabilisation des demandeurs d'emploi en catégorie A et en cohérence avec les dépenses de l'Assurance chômage observées, l'effectif de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage se stabiliserait. Fin décembre 2013, on dénombrerait 2 317 800 chômeurs indemnisés, soit une hausse de +10 700 personnes sur l'année, après +144 900 en 2012. Cette hausse est faible comparativement à l'accroissement du nombre d'individus potentiellement indemnisables (+209 400 personnes). En effet, les chômeurs qui arrivent en fin de droit d'indemnisation forment une part grandissante des demandeurs d'emploi, en raison notamment de la progression du chômage de longue durée.
- + Dès le 1^{er} trimestre 2014, sous l'effet de l'accélération du chômage, le nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage (ARE) s'accroîtrait à nouveau, quoique modérément : +3 800 personnes. La hausse se poursuivrait au 2^{ème} semestre. Sur l'ensemble de l'année 2014, l'évolution serait de +13 900 chômeurs indemnisés. Cette hausse, faible comparativement à celle du potentiel indemnisable (+98 700 personnes), s'explique notamment par la forte progression des demandeurs d'emploi de catégories B et C. Ces demandeurs d'emploi, qui travaillent tout en restant inscrits sur les listes de Pôle emploi, sont moins souvent indemnisés par l'Assurance chômage que les chômeurs sans activité professionnelle.

Par ailleurs, les formations supplémentaires annoncées par le gouvernement se traduiraient par des transferts de certains chômeurs indemnisés³ en ARE vers de l'AREF, et cela dès le second semestre 2013.

Graphique 3 - Prévion du potentiel indemnisable et des chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage



Sources : Pôle emploi, Prévions Unédic.

Champ : Chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage, France entière, hors CRP, CTP, CSP, formation, données cvs.

³ Au total sur 2013 et 2014, les formations supplémentaires annoncées par le gouvernement engendreraient le transfert de 10 000 chômeurs indemnisés en ARE vers l'indemnisation en AREF.

EN RESUME :

Principales évolutions macroéconomiques

La prévision est réalisée sous les hypothèses d'une croissance de +0,2% en 2013 et de +0,8% en 2014. Le potentiel indemnisable (demandeurs d'emploi en catégories A, B, C et dispensés de recherche d'emploi) croîtrait de +209 400 en 2013 puis ralentirait à +98 700 en 2014. Cela se traduirait par une hausse du nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage respectivement de +10 400 et +13 900 sur 2013 et 2014.

Tableau 1 - Principales évolutions macroéconomiques

	2012 Réalisé	2013 Estimation	2014 Prévision
Croissance, Prix, Emploi, Salaire, Chômage (moyenne annuelle en %)			
PIB	0.0%	0.2%	0.8%
Indice des prix à la consommation	2.0%	0.9%	1.2%
Emploi total	0.0%	-0.3%	0.2%
Emplois affiliés à l'Assurance chômage	-0.1%	-0.6%	-0.3%
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur concurrentiel	2.2%	1.8%	1.6%
Masse salariale dans le secteur concurrentiel	2.1%	1.2%	1.4%
Chômeurs indemnisés Assurance chômage (ARE)	4.7%	4.1%	0.5%
Emploi, Chômage (niveau en fin de période, cvs)			
Emploi total	26 293 700	26 271 900	26 340 300
Emploi affilié à l'Assurance chômage	16 468 300	16 392 500	16 378 100
Taux de chômage BIT	10.1%	10.5%	10.7%
DEFM A (demandeurs d'emploi en catégorie A)	3 125 400	3 294 100	3 357 300
DEFM catégories B, C	1 494 000	1 581 500	1 666 800
Dispensés de recherche d'emploi	96 600	49 800	0
DEFM catégories A, B, C + Dispensés de recherche d'emploi	4 716 000	4 925 400	5 024 100
Chômeurs indemnisés Assurance chômage (ARE)	2 307 100	2 317 800	2 331 700
Emploi, Chômage (variation sur la période)			
Emploi total	-59 400	-21 800	68 400
Emplois affiliés à l'Assurance chômage	-80 700	-75 800	-14 400
DEFM catégorie A	283 800	168 700	63 200
DEFM catégories B, C	91 200	87 500	85 300
Dispensés de recherche d'emploi	-64 100	-46 800	-49 800
DEFM catégories A, B, C + Dispensés de recherche d'emploi	310 900	209 400	98 700
Chômeurs indemnisés Assurance chômage (ARE)	144 900	10 700	13 900

Emploi total, emploi affilié et DEFM : France métropolitaine

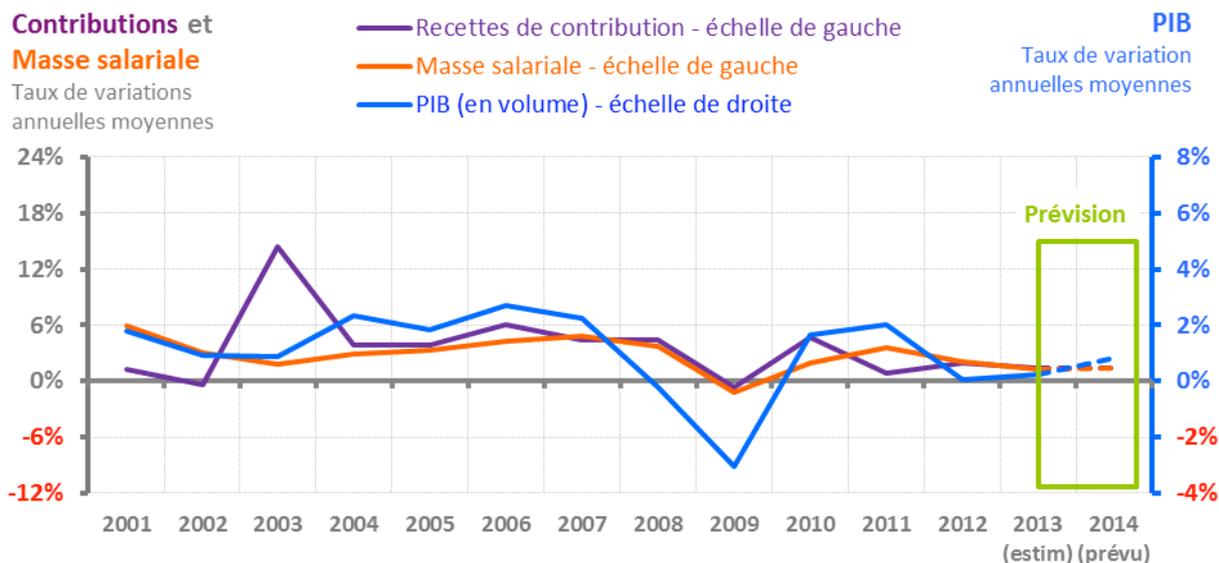
SMPT et masse salariale : France entière - Le champ est celui de l'Acoss, qui à la différence du champ de l'Assurance chômage, inclut les grandes entreprises nationales.

Chômage indemnisé : France entière - Hors formation, CRP, CTP, CSP - Données cvs

De la prévision macroéconomique à la prévision financière

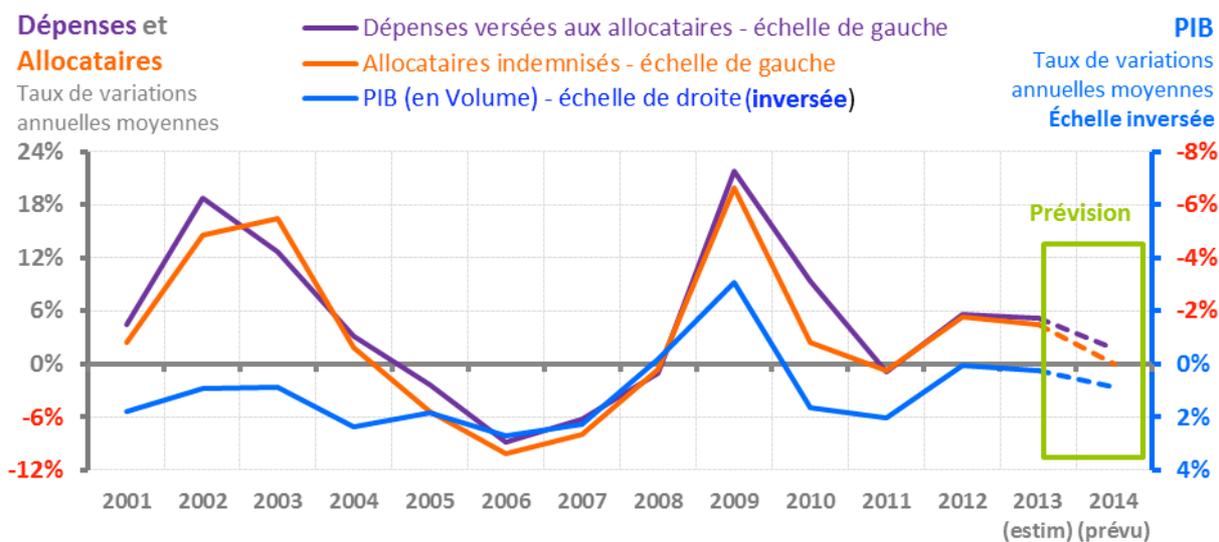
Des évolutions macroéconomiques anticipées pour la masse salariale et les chômeurs indemnisés découlent les prévisions financières.

Graphique 3.1 - Évolutions comparées des contributions, de la masse salariale et de l'activité économique



Sources : Insee, Pôle emploi, Unédic, Prévisions Unédic.
Champ : Salariés affiliés à l'Assurance chômage, France entière

Graphique 3.2 - Évolutions comparées des dépenses d'indemnisation, des effectifs de bénéficiaires et de l'activité économique



Sources : Insee, Pôle emploi, Unédic, Prévisions Unédic.
Champ : Bénéficiaires d'une indemnisation de l'Assurance chômage, France entière, données cvs en moyennes annuelle

Situation financière de l'Assurance chômage

La prévision est réalisée sous les hypothèses d'une croissance faible en 2013 (+0,2% de PIB) et en 2014 (+0,8%), et d'une réglementation d'Assurance chômage inchangée.

La variation de trésorerie de l'Assurance chômage pourrait présenter un déficit de -4,3 milliards d'euros en 2014, après -4,0 milliards en 2013.

La situation financière de l'Assurance chômage serait de -22,1 milliards d'euros à fin 2014.

Tableau 2 - Situation financière de l'Assurance chômage résumée

En millions d'euros, au 31 décembre	2012 Réalisé	2013 Estimation	2014 Prévision
<i>Contributions et autres produits</i>	32 437 (+2.0%)	33 001 (+1.7%)	33 484 (+1.5%)
Total des recettes	32 466	33 038	33 511
<i>Dépenses allocataires</i>	31 871 (+5.7%)	33 696 (+5.7%)	34 347 (+1.9%)
Total des dépenses	35 193	37 245	38 058
SOLDE = RECETTES - DÉPENSES	-2 727	-4 207	-4 546
Éléments exceptionnels	-38	200	200
Variation de Trésorerie	-2 765	-4 007	-4 346
Situation de l'Endettement net bancaire	-13 791	-17 798	-22 144

Note : -38 millions d'euros apparaissent en éléments exceptionnels en 2012 et +200 M€ en 2013 au titre d'une variation du compte courant de Pôle Emploi et de cessions immobilières, +200 M€ apparaissent en 2014 en prévision de produits de cessions immobilières.

Tableau 3 - Situation financière de l'Assurance chômage détaillée

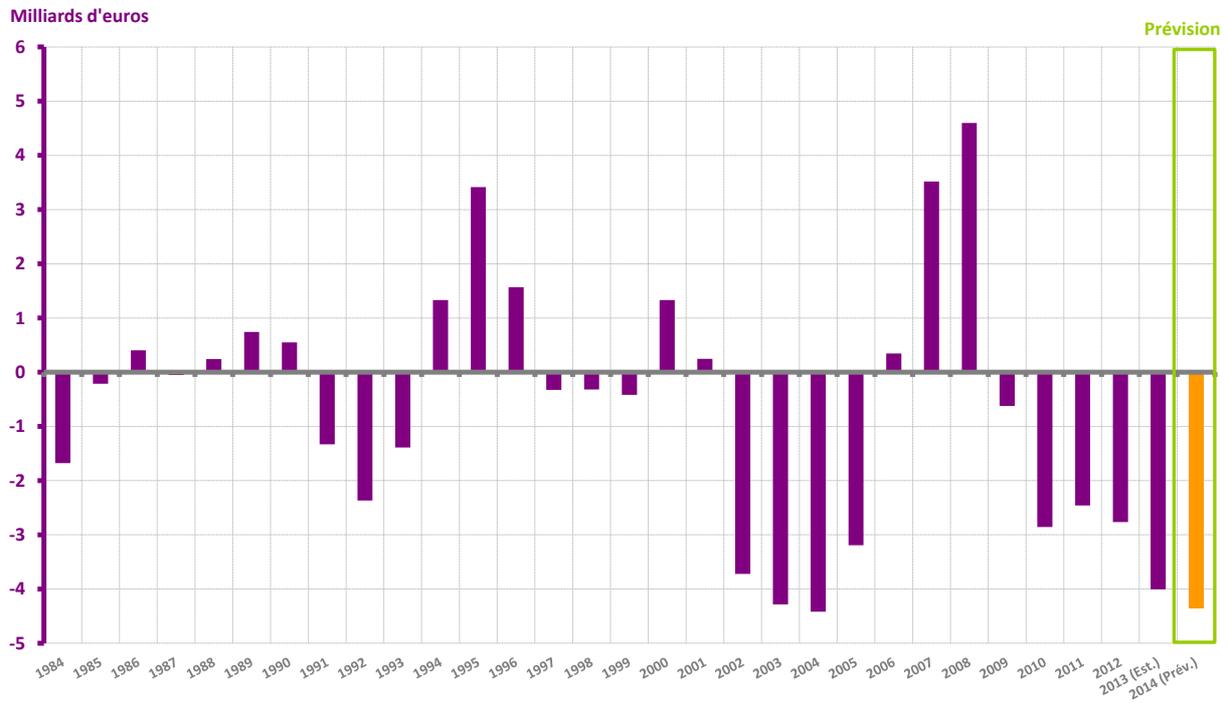
En millions d'euros, au 31 décembre

	2012 Réalisé	2013 Estimation	2014 Prévision
Contributions et autres produits	32 437	33 001	33 484
Contributions	31 748	32 176	32 625
Autres produits, conventions diverses	194	172	187
Participation entreprise CSP / CRP	495	653	672
Gestion administrative	29	38	28
Total recettes	32 466	33 038	33 511
Dépenses allocataires	31 871	33 696	34 347
Allocations brutes	29 191	30 862	31 340
ARE / AREF, y compris UE	28 410	29 739	30 173
CSP / CRP / CTP, y compris équivalents ARE	1 589	1 924	1 980
Indus, avances et acomptes	-813	-806	-818
Autres allocations (décès, ...)	5	5	5
Aides	987	888	941
Aides à la reprise et création d'entreprise	858	743	793
Autres aides (adr, aide fin de droit, ...)	129	145	148
Prélèvements sociaux	-1 760	-1 838	-1 865
Caisses de retraites complémentaire	-1 200	-1 276	-1 294
Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie)	-560	-562	-570
Reversements et compléments	3 453	3 784	3 931
Caisses de retraites complémentaire (dont précomptes)	2 893	3 222	3 361
Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie)	560	562	570
Dépenses autres publics	45	62	92
Activité partielle, allocation partielle de longue durée (APLD)	26	57	87
Autres (AS-FNE, Plan rebond, ...)	19	5	5
Financement et frais de gestion opérateurs	3 140	3 247	3 299
10% Pôle Emploi	3 025	3 138	3 188
Autres frais (accompagnement CSP, recouvrements)	115	109	111
Frais de gestion et décaissements sur immobilisations	38	52	38
Intérêts nets sur emprunts	99	188	282
Total Dépenses	35 193	37 245	38 058
SOLDE = RECETTES - DÉPENSES	-2 727	-4 207	-4 546
Éléments exceptionnels ⁽¹⁾	-38	200	200
Variation de Trésorerie	-2 765	-4 007	-4 346
Situation de l'Endettement net bancaire	-13 791	-17 798	-22 144

(1) -38 millions d'euros apparaissent en éléments exceptionnels en 2012 et +200 M€ en 2013 au titre d'une variation du compte courant de Pôle Emploi et de cessions immobilières, +200 M€ apparaissent en 2014 en prévision de produits de cessions immobilières.

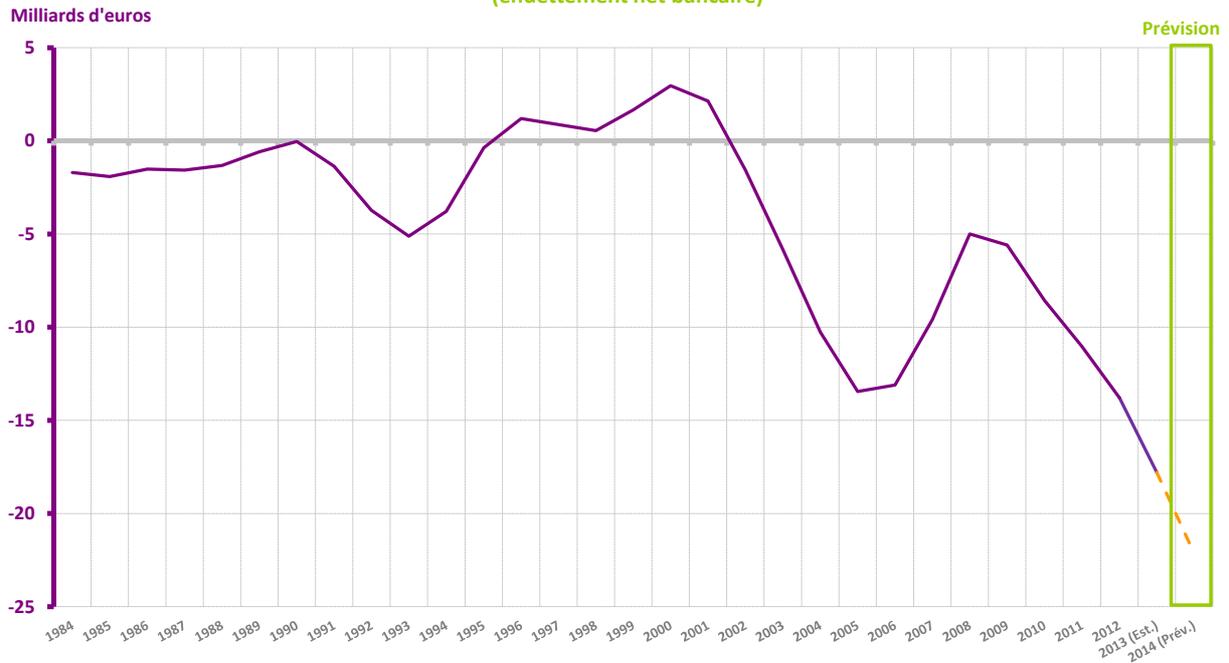
Annexe 1 - Évolutions financières du régime d'Assurance chômage

Variations annuelles de trésorerie de l'Assurance chômage



Source : Équilibre technique, Unédic

Situation financière de l'Assurance chômage au 31 décembre (endettement net bancaire)



Source : Équilibre technique, Unédic

Annexe 2 – Financement de la dette de l'Assurance chômage

Tableau 4 – Financement de la dette : sources et coûts

(en milliards d'euros)	2011	2012	2013 (estimation)	2014 (prévision)
Endettement à fin d'année¹	11,5	13,8	17,8	22,1
<i>dont : - Emprunts obligataires</i>	5,9	8,9	13,7	19,7
<i>- Billets de Trésorerie</i>	7,5	7,9	6,25	4,6
<i>- Autres²</i>	-1,9	-3,0	-2	-2
Charge financière de l'exercice³	0,117	0,237	0,274	0,318
Taux de financement moyen	1,02%	1,71%	1,53%	1,43%

¹ valeur de trésorerie

² Les montants négatifs correspondent à la rémunération des dépôts constitués pour le « buffer » de trésorerie (stock d'actifs liquides) à partir de 2012.

³ valeur comptable

L'**endettement à fin d'année** est essentiellement financé par des emprunts obligataires et des billets de trésorerie.

Des intérêts sont décaissés au titre de ces emprunts. En particulier, les frais de banques et les intérêts sur les billets de trésorerie, précomptés, concernent essentiellement l'année en cours. En revanche, les intérêts sur obligations, payés à terme échu, sont relatifs à l'encours de l'année précédente.

Les **charges financières de l'exercice** sont étroitement corrélées à l'ampleur de la dette. Elles se sont élevées à 237 M€ en 2012 et à 274 M€ en 2013. En 2014, elles seraient de 318 M€, soit environ 1% des recettes.

Les variations du **taux de financement moyen** s'analysent de la manière suivante :

- En 2012, la dette additionnelle provient essentiellement de nouveaux emprunts obligataires à un taux fixe proche de 2,25%. Au contraire en 2011, le recours au financement par billets de trésorerie, dont le taux est inférieur, était prédominant.
- En 2013, la dette obligataire a continué à s'accroître à taux fixe, mais les taux obligataires ont sensiblement baissé. Le taux moyen d'émission en 2013 est de l'ordre de 1,75%.
- En 2014, l'hypothèse retenue de taux pour les nouveaux financements est de 2% sur l'année.